

# Compte-rendu

# Bureau de la Cotita Sud-Ouest : vers les conférences techniques territoriales

# Réunion du 08/03/2021

#### Liste des participants

Isabelle ALBRAND, Conseil Départemental de la Dordogne Yvan ASTIER. Cerema Sud-Ouest Benoît GANDON, Cerema Sud-Ouest Cyrille PORTALEZ, Cerema Sud-Ouest Céline LENGLET, Cerema Sud-Ouest Danielle CASSAGNE, Cerema Sud-Ouest Fabrice MARIE, Cerema Sud-Ouest David SABATIER, Cerema Sud-Ouest Pascal SAUVAGNAC, Cerema Sud-Ouest François DUQUESNES, DIR Atlantique Christophe BOUILLY, DDT 32 Nicolas PEZAS, CD 33 Cédric TAJCHNER, CD 33 Thierry CAYRET, CD32 Nicolas MARTIN. Région Nouvelle-Aquitaine David GENEAU, Vals de Saintonge Communauté

Impossibilité de connexion :
Jocelyne BLASER, DREAL Occitanie
Régis JACQUIER, CD 40
François DURQUETY, Bordeaux Métropole

#### 1. Actualités

Yvan Astier et Isabelle Albrand introduisent la journée en faisant une rétrospective sur l'année compliquée qui s'est écoulée, sans réunion du bureau. Ils confirment que le travail en commun est porteur et à poursuivre, avec de nouvelles modalités de collaboration, mais toujours dans le même esprit. En 2021, période charnière, le plan de relance sera mis en œuvre, avec ses volets sentier du littoral, friches, ouvrages d'art...

Isabelle Albrand indique que l'ADTech n'a pas tenu d'assemblée non plus, et qu'il y a eu peu de réunions des directeurs des Conseils Départementaux. Frédéric Perrière est le nouveau président de l'association, Sophie Bonnière prend le relais à la vice-présidence, à la suite de Thierry Cayret.

En département, 2021 marque une échéance électorale. L'arrivée de nouveaux élus avec de nouveaux enjeux, notamment environnementaux, va accroître le besoin d'ingénierie et notamment du Cerema. Par exemple, sur les sujets des schémas directeurs de mobilités, du bâtiment, des énergies renouvelables. Cela confirme la grande importance du partage d'expérience entre collectivités via la Cotita.

Isabelle Albrand évoque également les difficultés liées aux inondations récentes, et leurs conséquences sur les falaises (chutes de bloc, glissements), ainsi que sur les équipements. Elle ressent un retrait de l'État sur ces sujets, mais pas du Cerema.



Thierry Cayret complète en précisant que le bureau de l'ADTECH a continué de fonctionner, qu'il a reçu beaucoup de sollicitations notamment de l'IDRRIM. Il souligne une Cotita Sud-Ouest très active et confirme l'importance de la déclinaison territoriale, qui doit être conservée dans la nouvelle organisation.

Nicolas Martin représente le pôle DATAR du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine. Le SRADDET a été approuvé en mars 2020 avec différents volets (transports, énergie, sobriété foncière, revitalisation, déchets,...). La phase de mise en œuvre s'engage. Un travail de sensibilisation est à faire auprès des planificateurs. Il propose un échange autour du SRADDET avec le Cerema.

Nicolas Pezas évoque deux projets importants. La déviation du Taillan avance malgré des difficultés techniques (cavités karstiques). Il remercie le Cerema qui l'accompagne de manière rapide et efficace, et réaffirme le besoin de conserver une expertise opérationnelle. La déviation de Fargues-Saint-Hilaire sera réalisée avec une voie réservée au covoiturage et au transport collectif. Un travail portant sur les dérogations sur la signalisation verticale est engagé avec le Cerema. Un autre sujet de collaboration concerne les enjeux d'exploitation sur l'occupation des aires de covoiturage. Le département de la Gironde a également connu des intempéries significatives conduisant à un travail sur la résilience : anticiper, gérer, réhabiliter.

David Geneau évoque un calendrier très chargé avec le maintien de la compétence mobilité, accompagné d'échanges avec la région, malgré un débat perturbé par la crise. Un autre enjeu est celui sur la loi climat qui devrait avoir beaucoup d'impacts et pose des questions en termes de résilience. Le territoire a vu l'arrivée d'urbains liée au confinement, avec une forte demande de maisons individuelles et de jardins qui diffère avec les stratégies d'aménagement. Le chauffage des bâtiments publics, suite à l'abandon des chaudières à fuel, soulève des choix techniques compliqués. Enfin le territoire a également subi des inondations.

Le Cerema Sud-Ouest présente ses nouveaux départements permettant une organisation plus lisible.

#### 2. Bilan des journées techniques 2020 et programmation 2021

#### Voir diaporama.

Isabelle Albrand suggère de généraliser la rediffusion des webinaires et la mise à disposition des diaporamas, pour pallier les indisponibilités éventuelles.

Le sujet mobilité active lui semble très important. Les conférences doivent être complétées par des clubs pour favoriser les échanges.

Un autre besoin concerne les sujets sur l'énergie et notamment sur les parcs de véhicules, avec la question de l'utilisation de l'hydrogène, de l'électrique...Le club Gestion des Matériels Routiers ne s'est pas réuni pendant la crise sanitaire mais a vocation à traiter ces sujets.

David Geneau souhaiterait des échanges sur la réglementation environnementale 2020, compte tenu des enjeux du texte et du délai de mise en œuvre.

## 3. Vers les Conférences Techniques Territoriales

#### Voir diaporama.

Thierry Cayret indique que la plateforme a été présentée à l'ADTech et qu'elle a bénéficié d'un regard critique et de signaux encourageants.

### 4. Programme National Ponts

#### Voir diaporama.

Benoît Gandon est le référent institutionnel Nouvelle Aquitaine et Cyrille Portalez le référent institutionnel Occitanie.

Isabelle Albrand indique que l'assistance technique départementale est souvent déjà sur le sujet du recensement des ouvrages, et qu'il faut veiller à l'interopérabilité des outils SIG. Benoît Gandon rassure sur la volonté de ne pas créer de doublons et sur la compatibilité des formats.



Isabelle Albrand pose la question des travaux, qui est la plus problématique et la plus coûteuse. Elle alerte sur le fait que les communes sont inquiètes d'un diagnostic qui conduirait à l'exigence de travaux.

Le financement des travaux n'est pas prévu à ce stade du plan de relance, mais Yvan Astier insiste sur la volonté du Cerema de s'inscrire dans la durée.

Thierry Cayret salue cette grande opportunité pour les communes. Il regrette cependant de ne pas voir apparaître l'articulation avec l'appel à partenaires sur les ouvrages communaux auquel le Gers participe. Il aurait été appréciable d'associer l'assistance technique départementale plus visiblement dans la communication autour de la démarche. Un courrier commun DDT32/CD32 a été adressé aux communes du département pour les encourager à répondre. Christophe Bouilly complète en indiquant que le projet répond à un manque de vision de l'Etat sur l'état des ouvrages dans le département.

François Duquesne indique que la DIR A a procédé à un important travail de recensement des franchissements du réseau routier national, afin de clarifier les conventionnements encadrés par la loi Didier depuis 2014 et de ne pas laisser d'ouvrages orphelins.

Yvan Astier et Isabelle Albrand concluent en soulignant l'importance de ces échanges, qui ont été très denses en raison du long intervalle avec la précédente réunion du bureau. Des rendez-vous techniques sont à venir, et la mise en place des Conférences Techniques Territoriales prendra progressivement le relais dans quelques mois.